



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 23 février 2022 – N° 34

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Des étudiants qui s'impliquent.*
- La députée de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *Souligner le 60^e anniversaire de fondation du Club Richelieu de LaSalle.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Hommage aux athlètes de Chauveau qui ont participé aux Jeux olympiques d'hiver de 2022.*
- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner le Mois du patrimoine tamoul.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *M. Michel Charbonneau : un directeur général passionné par le développement économique de sa communauté.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Mme Yolande Gravel.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *L'inauguration de la 100 000^e place en CPE à Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Les maisons des jeunes.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Souligner les Journées de la psychoéducation.*
- La députée de Bertrand sur le sujet suivant : *Hommage à M. Louis Dufour.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 18
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 2) Projet de loi n° 19
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 3) Projet de loi n° 21
Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **2 février 2022**
- 4) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

Étude détaillée en commission

- 5) **Projet de loi n° 1**
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **2 décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 6) **Projet de loi n° 2**
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 7) **Projet de loi n° 4**
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **2 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 8) **Projet de loi n° 9**
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **3 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 9) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 8 février 2022
Principe adopté le **10 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 10) **Projet de loi n° 12**
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022
Principe adopté le **17 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11) **Projet de loi n° 15**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 1^{er} décembre 2021
Principe adopté le 1^{er} février 2022, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 février 2022**
- 12) **Projet de loi n° 22**
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports le 9 février 2022
Principe adopté le **17 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 13) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 24
Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 2 février 2022
Principe adopté le 8 février 2022, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **22 février 2022**
- 15) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 17)** Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 18)** Projet de loi n° 102
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 5 octobre 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **1^{er} décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

- 19)** Projet de loi n° 14
Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 2 décembre 2021
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 3 février 2022
Principe adopté le 8 février 2022
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **22 février 2022** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

- 20) Projet de loi n° 17
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2021
Principe adopté le 1^{er} février 2022
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **22 février 2022**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 21) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 22) Projet de loi n° 191
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 23) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

- 27) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d’instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l’état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d’une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement pour instaurer un droit d’initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l’indépendance du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d’augmenter le loyer d’un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 31) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**

- 35) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 36) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 37) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 39) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 42) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 43) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**

- 44) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 47) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **2 décembre 2021**
- 48) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 49) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 50) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 51) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**

- 52) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 53) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 54) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 56) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 57) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 58) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 59) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 60) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

- 61)** Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 62)** Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 63)** Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 64)** Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**
- 65)** Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 66)** Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 67)** Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 68)** Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**

- 69) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 70) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 71) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 72) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 73) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 75) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 76) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**

- 77) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 78) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d’hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 79) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d’une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 80) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 81) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d’état d’urgence sanitaire
Présenté par la députée d’Iberville le **6 octobre 2021**
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**

Étude détaillée en commission

- 82) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l’obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 83) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 84)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 85)** 22 février 2022
Motion du député de Nelligan

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré au Québec le 13 mars 2020 et que depuis ce jour, il a constamment été renouvelé par le gouvernement caquiste;

QU'elle rappelle que l'article 123 de la Loi sur la santé publique prévoit qu'au cours de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement est habilité, sans délai et sans formalité, à faire les dépenses et conclure les contrats qu'il juge nécessaires;

QU'elle constate que depuis le 13 mars 2020, le gouvernement a conclu des milliers de contrats en formule « gré à gré » en vertu de ce pouvoir;

QU'elle s'inquiète que l'utilisation d'un tel pouvoir sur une période de temps aussi étendue soustraie des milliards de dollars de fonds publics aux règles usuelles d'adjudication des contrats publics et ouvre la porte à de possibles dérives éthiques;

QU'elle exige du gouvernement caquiste qu'il mette fin dès maintenant à l'état d'urgence sanitaire;

QU'enfin, elle exige du gouvernement le dépôt à l'Assemblée nationale, d'ici le 3 mai 2022, du rapport d'événement prévu à l'article 129 de la Loi sur la santé publique et que la justification de l'ensemble des contrats publics accordés de gré à gré en vertu de l'état d'urgence sanitaire y soit incluse, et que ce rapport soit étudié par la commission compétente de l'Assemblée nationale, et ce, avant la fin de la présente période de travaux parlementaires.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat règlementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités (mandat confié le 15 février 2022)

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).
- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022)
- **Projet de loi n° 12**, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 17 février 2022)

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 24**, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve (mandat confié le 8 février 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 2 décembre 2021)
- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre (mandat confié le 10 février 2022).
- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} février 2022).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 22**, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions (mandat confié le 17 février 2022).
- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 1^{er} décembre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 53) Mme Labrie (Sherbrooke) – **1^{er} février 2022**
Au ministre de l'Éducation

Lors de l'étude des crédits 2020-2021 du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, volet éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire, j'ai abordé avec le ministre de l'Éducation l'enjeu des violences à caractère sexuel dans le réseau de l'éducation du Québec. Plus précisément, je l'ai questionné le lundi 17 août 2020, durant la séance de la Commission de la culture et de l'Éducation, afin de savoir si le ministère disposait d'une étude concernant l'impact sur le parcours scolaire des personnes qui ont subi des violences sexuelles, notamment sur la question du décrochage scolaire. Il m'a indiqué que le ministère ne disposait pas d'une telle étude. Lorsqu'interrogé sur la possibilité de commander une telle étude, afin de mieux intervenir pour limiter les impacts et prévenir le décrochage, le ministre en a pris l'engagement.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Le ministre a-t-il commandé cette étude?
- Si oui :
 - À qui a été confiée l'étude?
 - À quel moment le mandat a-t-il été donné?
 - Quel est le coût de cette étude?
 - À quel moment sont attendus les résultats?

- 54) M. LeBel (Rimouski) – **1^{er} février 2022**
Au gouvernement

Le manque de main-d'œuvre frappe les ressources d'aide d'urgence, alors que certaines d'entre elles sont contraintes de suspendre certains services.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, la Maison de l'Espoir de Mont-Joli met ses services sur pause pour février, alors que le Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise de Rimouski suspend ses services en hébergement pour une période indéterminée.

Au Centre de prévention du suicide, l'équipe d'intervention est épuisée. Le problème de recrutement de main-d'œuvre, avec la rareté qu'on connaît, surcharge les équipes d'intervention.

« Après presque deux ans de pandémie, il y a un fort épuisement des équipes en intervention. C'est le cas chez nous comme dans d'autres organismes », affirme la directrice générale du Centre de prévention du suicide de Rimouski, Valérie Quimper, qui ajoute que les demandes d'aide ont explosé avec les tensions créées par la pandémie.

De nombreux autres organismes se trouvent dans cette situation. La Table régionale des organismes communautaires du Bas-Saint-Laurent rapporte que bon nombre d'organismes de la région connaissent d'importants défis en lien avec la pandémie et la rareté de main-d'œuvre.

La pression est forte depuis le début de la pandémie, notamment pour les services d'aide alimentaire, de violence et de santé mentale, et la fatigue s'est installée chez les travailleurs qui tiennent ces organismes à bout de bras.

Il devient évident que les organismes communautaires ressentent ces besoins grandissants et ils tentent d'y répondre le mieux possible, mais il est sûr qu'ils ne peuvent pas non plus pallier un système de santé et de services sociaux qui lui aussi est surchargé.

Je peux témoigner que lors des rencontres virtuelles avec mon équipe et les organismes, on la voit et on la sent de plus en plus, cette fatigue des dirigeants des organismes, qui deviennent également très émotifs.

Le sous-financement et les conditions de travail se retrouvent au cœur du problème qui existe depuis trop longtemps et on en demande de plus en plus aux organismes communautaires. Des vagues rotatives de suspension des services des organismes communautaires auront lieu partout au Québec à la fin février, entre autres pour réclamer un meilleur financement. Il y a urgence.

Ma question est la suivante :

Le gouvernement répondra-t-il positivement aux demandes des organismes communautaires autonomes, soit :

- un investissement de 460 millions \$ supplémentaires dans le financement à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome (ACA) afin de renforcer leur capacité d'agir et qu'un financement spécial soit disponible afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par la COVID-19;

- une indexation annuelle de la subvention à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement?

55) Mme Ghazal (Mercier) – **3 février 2022**
Au ministre des Finances

Le 18 janvier dernier, le collectif G15+ qui regroupe, notamment, des syndicalistes, des gens du patronat, des groupes écologistes et des universitaires, a lancé un outil de 51 indicateurs qui donnent le portrait le plus juste possible du bien-être de la population québécoise. L'objectif d'un tel outil est d'orienter les politiques mises en place par les décideurs publics.

Cette proposition a le mérite d'élargir le champ de vision des décideurs et d'aller au-delà de la mesure du produit intérieur brut (PIB) et de la création d'emploi. Évidemment, ces deux indicateurs économiques font partie des 51 indicateurs, mais ils sont loin d'être suffisants. Le collectif G15+ a, en effet, mis à contribution l'ensemble de ses membres pour développer, en plus des indicateurs économiques, des indicateurs sociaux comme la qualité de vie, la pauvreté et la culture, ainsi que des indicateurs environnementaux comme la qualité de l'eau, la biodiversité et la mobilité durable. Il s'agit là d'une mine d'informations importantes à prendre en compte par un gouvernement qui tient à comprendre l'interdépendance et la complexité des différentes dimensions de notre société.

Alors que la crise sanitaire et la crise environnementale posent d'importants défis à notre société, il est réjouissant de constater que des acteurs de divers champs de la société aient mis leurs efforts en commun pour mener une démarche rigoureuse d'une telle ampleur. Il s'agit ici d'un premier pas. Le gouvernement doit saisir l'occasion de rejoindre les autres nations qui sont rendues beaucoup plus loin que le Québec dans la mesure du bien-être de leurs populations.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement accepte de saisir la main tendue par le collectif G15+ en enrichissant l'outil de mesure de l'évolution du bien-être de la population québécoise et en l'utilisant dans ses politiques publiques et ses décisions?

56) M. LeBel (Rimouski) – **3 février 2022**
Au gouvernement

Le 21 septembre 2017, je déposais, avec l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), le Réseau FADOQ ainsi que le Regroupement interprofessionnel des intervenantes retraitées des services de santé (RIIRS), une pétition appuyée par 14 000 signataires réclamant la tenue d'états généraux sur les conditions de vie des personnes âgées.

Déjà en 2017, on affirmait avec raison qu'il fallait que le gouvernement réalise l'importance du vieillissement de la population. Qu'il fallait réfléchir à ce qui arrivera dans 10, 15 ou 20 ans, et préparer le terrain. Nous insistions aussi pour dire que le vieillissement de la population n'est pas un problème en soi, mais que le gouvernement doit se doter d'un plan de match global pour relever les nombreux défis qui y sont liés. Nous disions au gouvernement que s'il continue à traiter chaque dossier à la pièce, nous manquerions de ressources. Il nous faut une véritable politique globale du vieillissement. Il y a cinq ans... ironique, n'est-ce pas?

C'était donc en 2017. Depuis, une pandémie meurtrière nous est tombée dessus. Les principales victimes étant les aînés du Québec, rappelons-nous que la première vague, au printemps 2020, a mené à la mort de 4836 personnes âgées en milieu d'hébergement pour aînés. Les personnes âgées du Québec ont dû subir des mesures de confinement et de privation frôlant l'âgisme.

Nous sommes en 2022, donc cinq ans plus tard, et nous avons devant nous un rapport de la Commissaire à la santé et au bien-être, une enquête sur « la performance des soins et services aux aînés » qui est accablante. Le « Québec n'était pas prêt », tranche la commissaire. Son constat est sans équivoque : il s'agit « d'un échec collectif ». Elle a ajouté que le gouvernement a démontré une « attitude paternaliste à l'égard des aînés » dans sa gestion. « On pensait savoir ce qui était bon pour eux et on ne les a pas assez consultés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie pour faire face à la pandémie. »

Alors faut-il se surprendre que la Coalition pour la dignité des aînés (CDA), composée de six grandes associations nationales représentant près de 150 000 personnes âgées au Québec, réaffirme avec vigueur la nécessité de tenir des états généraux sur les conditions de vie des aînés afin de prendre les meilleures décisions pour la suite et de s'assurer que les choses changent?

Il est impératif que tous les acteurs de la société civile se réunissent, avec les aînés, et qu'ils avancent ensemble vers de nouvelles façons de faire qui permettront de réformer les pratiques qui ne sont plus adéquates et qui engendrent des crises comme celles que nous vivons depuis maintenant deux ans. Cette rencontre permettra également de mieux prendre conscience des impacts du vieillissement de la population et d'adapter notre société à cette réalité.

Cela fait des années qu'on parle des défis du vieillissement, il est temps de dégager des consensus sur des enjeux tels que la santé, la pauvreté, la gestion des régimes de retraite, le logement, le transport, l'aménagement urbain, l'organisation du travail, l'activité physique et la culture.

Ma question :

Est-ce que le gouvernement et pourquoi pas, l'ensemble des partis politiques, peuvent s'engager à convoquer dans le mandat à venir des états généraux sur l'adaptabilité de la société québécoise au vieillissement de sa population?

57) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) – **8 février 2022**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

L'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) est un programme collectif qui verse une compensation lorsque le prix moyen de vente d'un produit est inférieur au revenu assuré basé sur le coût de production moyen d'entreprises agricoles spécialisées.

L'ensemble des postes de dépenses du coût de production, à l'exception de la rémunération de l'exploitant (producteurs/productrices propriétaires), sont actualisés aux cinq ans à l'aide d'une nouvelle enquête.

Bien qu'elle soit indexée annuellement, la rémunération historique sur laquelle s'applique cette indexation n'est plus représentative de la réalité des exploitants d'aujourd'hui, comme démontré par les travaux du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA).

Pour remédier à cette situation, le CECPA propose d'ajuster la méthodologie afin que celle-ci soit plus représentative du nombre d'heures travaillées et du temps de gestion fait par les exploitants. Avec les ajustements proposés, les calculs du CECPA justifient une augmentation de la rémunération de l'exploitant entre 12,8 % et 15,9 %. Cette hausse se traduit par un salaire annuel se situant entre 74 100 \$ et 76 100 \$ (par rapport à 65 685 \$ pour l'année 2019).

En décembre 2019, le conseil d'administration de la Financière agricole du Québec (FADQ) a accepté les conclusions du rapport du CECPA et l'a transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'obtenir les autorisations requises. La FADQ a estimé le coût de cette actualisation à un maximum de 20 M\$ par année. Ce coût additionnel pourrait être financé à même les surplus budgétaires de la FADQ.

Depuis, le ministre n'a pas fait part de ses intentions.

Mes questions au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont les suivantes :

- Le ministre va-t-il entreprendre les démarches nécessaires afin de permettre l'actualisation de la rémunération de l'exploitant au programme ASRA, comme recommandé par la Financière agricole du Québec?
- Le ministre a-t-il un échéancier pour procéder à cette actualisation si bénéfique pour nos producteurs et productrices agricoles?

58) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **8 février 2022**

Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Le nombre de Québécois qui seront atteints de démence va carrément doubler d'ici 20 ans, un véritable « raz de marée » prévisible, mais pour lequel le réseau de la santé n'est pas prêt, dénoncent plusieurs experts. « La prochaine maladie du siècle, c'est l'Alzheimer », résume Nouha Ben Gaied, directrice de la recherche et du développement à la Fédération québécoise des sociétés Alzheimer. L'Alzheimer est la forme la plus courante de démence, qui regroupe le spectre des symptômes associés au déclin des fonctions mentales. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y aurait un nouveau cas d'alzheimer toutes les sept secondes. Nous avons vu les percées que d'importants investissements gouvernementaux dans la recherche scientifique et médicale ont rendues possibles pour d'autres problèmes de santé publique comme le VIH/SIDA. La Société Alzheimer du Canada recommande un investissement de 150 millions de dollars sur cinq ans pour la réalisation d'une stratégie nationale sur la démence solide et entièrement financée. Dans ce contexte, voici mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux :

- Combien d'argent public a été investi annuellement au cours des dix dernières années à la recherche sur la démence et l'Alzheimer?
- Quels sont les investissements prévus dans les prochaines années pour cette recherche?

59) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 février 2022**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 26 novembre 2018, la circonscription de Jonquière a reçu une annonce gouvernementale relativement à un projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence de l'hôpital de Jonquière. Celle-ci donnait l'autorisation d'amorcer l'élaboration du programme fonctionnel et technique. Cette étape étant toujours en cours et ayant déjà fait l'objet d'une prolongation de délai, la population est inquiète quant à la réelle volonté d'exécuter les travaux requis dans l'échéancier qui était prévu.

La SQI affirme qu'elle a des délais supplémentaires à considérer, occasionnés par la pandémie et par des projets particuliers que le gouvernement souhaite mettre en avant.

Conséquemment, relativement à ce projet :

1. Est-ce que la ministre a l'intention de respecter l'annonce faite par son gouvernement en 2018 et, ainsi, de conserver l'échéancier maximal fixé à 2024?
2. Est-ce que la ministre peut intervenir pour s'assurer du respect des délais initiaux de réalisation des travaux d'un projet qui a fait l'objet d'une annonce en bonne et due forme et qui est attendu avec impatience par la population locale?

60) M. LeBel (Rimouski) – **8 février 2022**

Au gouvernement

La pénurie de main-d'œuvre pour les organismes communautaires et les établissements publics qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux est très importante non seulement au Québec, mais également dans ma région du Bas-Saint-Laurent.

L'Opération main-d'œuvre du Gouvernement du Québec a été annoncée au cours des dernières semaines. Cette démarche vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre au Québec, dans certains secteurs ciblés, dont le secteur des professions liées à la santé mentale et la protection de la jeunesse. Des bourses incitatives *Perspective Québec* seront offertes aux étudiants dans le secteur de la santé et des services sociaux. Curieusement, le programme de techniques de travail social n'apparaît pas dans la liste des programmes inclus par le ministère de

l'Enseignement supérieur. Pourtant, les diplômés en techniques de travail social travaillent dans ces secteurs d'activité depuis plus de 50 ans.

Cette non-reconnaissance du programme de techniques en travail social aura pour conséquence que les futurs étudiants se dirigeront vers des programmes admissibles à ces bourses, par exemple en technique d'éducation spécialisée ou dans des programmes universitaires. Évidemment, lorsque l'étudiant devra choisir son programme, il préférera celui qui lui offre des incitatifs financiers pouvant aller jusqu'à 15 000 \$. Pourtant, le programme de techniques de travail social prépare de futurs intervenants aptes à servir dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Selon les enseignants du Cégep de Rimouski, l'exclusion des étudiants du collégial en travail social à ce programme aggravera la pénurie d'intervenants dans les CISSS et les organismes communautaires, alors que ce programme a justement été mis en place pour contrer cette même pénurie.

Voici mes questions :

- Pourquoi la ministre de l'Enseignement supérieur et son ministère ont-ils exclu le programme de techniques en travail social et sur quels motifs se sont-ils appuyés pour en venir à cette conclusion?
- Le gouvernement ajoutera-t-il le programme de techniques de travail social à liste des programmes reconnus pour l'obtention des bourses *Perspective Québec*, puisque nous avons besoin de plus en plus d'intervenants actuellement?

61) M. Barrette (La Pinière) – **9 février 2022**
Au ministre de la Justice

Le 11 janvier dernier, nous apprenions, dans un article du quotidien *Le Droit*, qu'un homme a subi son procès dans les latrines d'une prison.

Un homme de 46 ans, incarcéré à l'établissement de détention de Rivière-des-Prairies, était branché par visioconférence avec le Palais de justice de Gatineau depuis les toilettes, pour une audience d'une durée de deux heures. De plus, aucun siège n'a été fourni à l'accusé et le bruit ambiant était tel que le procès a été interrompu.

Encore plus surprenant, le même article nous apprend que la situation n'est pas unique. En effet, une agente correctionnelle mentionne ceci : « on a fait toutes les vidéocomparutions dans les toilettes ».

Appelé à commenter la situation, le président de la Société John Howard du Québec, M. Jean-Claude Bernheim, s'est déclaré « stupéfait à tous les niveaux et renversé ».

Est-ce que le ministre peut nous dire s'il appuie la pratique de comparution par vidéoconférence à partir des toilettes d'un établissement correctionnel et s'il ne l'appuie pas, quelles solutions seront mises en place pour assurer le maintien de la dignité dans notre système judiciaire?

62) M. LeBel (Rimouski) – **10 février 2022**
Au gouvernement

Un citoyen de ma circonscription m'a fait remarquer que les délais sont extrêmement longs pour une opération des cataractes. Dans son cas, le délai va jusqu'à un an et demi. Comment peut-on attendre si longtemps pour retrouver la vue?

Selon un article du 28 janvier dernier du Journal de Montréal, le délestage en ophtalmologie aurait retardé près de 40 000 chirurgies pour les cataractes depuis le début de la pandémie.

Pour certaines personnes âgées vulnérables, cela aura des conséquences indéniables sur leur autonomie et leur santé mentale, puisque leurs activités seront réduites à cause notamment des dangers de chute.

Puisqu'un grand nombre de chirurgies de la cataracte ont été reportées depuis le début de la pandémie, comme le confirme le porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Robert Maranda, ma question est la suivante :

Comment le gouvernement entend-il corriger cette situation?

63) Mme Dorion (Taschereau) – **10 février 2022**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre sur le financement de groupes communautaires sous la responsabilité de son ministère.

Le ministre n'est pas sans savoir que les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois, l'une des missions importantes de son ministère

étant justement d'appuyer le financement à la mission de plusieurs d'entre elles. Parmi celles-ci, on retrouve les corporations de développement communautaire, organismes qui coordonnent l'action des groupes par secteur. Celles-ci sont au nombre de 67 sur le territoire québécois, dont 2 qui ne sont toujours pas financées par le secrétariat. Le travail de ces groupes est essentiel au maintien de la mission du ministre puisqu'il coordonne une action globale, concertée et efficace. Il est grandement temps que cela soit justement reconnu.

Depuis plusieurs années, les groupes militent pour que l'ampleur des besoins financiers des 4 000 organismes d'action communautaire autonome du Québec soit reconnue et qu'on prenne acte des impacts néfastes du sous-financement qui les affligent. Ces impacts sont importants tant pour la population rejointe par ces organismes que pour les conditions de travail difficiles des travailleuses et travailleurs de ceux-ci. En 2019, sous la direction du ministre, le ministère a entamé des démarches en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Ces consultations ont eu lieu et nous attendons toujours ce plan directeur assorti de fonds pour l'opérationnaliser correctement.

Une récente étude d'impact économique des CDC réalisée par la firme AppEco a démontré que les retombées économiques sur l'emploi et le PIB d'un investissement gouvernemental dans le milieu communautaire sont supérieures à celles d'un investissement dans l'ensemble de l'économie. Malgré cela, on constate que le financement réel des CDC a baissé de 12 % depuis 2001.

Pour réaliser pleinement sa mission, le réseau des CDC a besoin, dès 2022-2023, d'un financement additionnel de 8,7 M\$. Un tel montant permettrait aux CDC de rattraper le manque à gagner des 20 dernières années, de bonifier leurs interventions dans les communautés et de répondre à la hausse des besoins, en misant chacune sur une équipe d'au moins trois personnes à temps complet.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont :

- Est-ce que le ministre compte finalement déposer un plan d'action gouvernemental en action communautaire, et ce d'ici le budget 2022 ?
- Est-ce que le ministre compte s'assurer que ce plan sera assorti d'investissements substantiels pour soutenir de façon pérenne la mission des organismes qu'ils chapeautent, et ce d'ici le prochain budget ?

- Est-ce que le ministre compte s'assurer qu'un financement additionnel de 8,7 M\$ sera accordé au réseau des CDC afin de rattraper le manque à gagner des 20 dernières années ?

64) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **10 février 2022**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Depuis plusieurs années, les populations de caribous forestiers et montagnards sont en grave déclin au Québec. Au Québec, il est désigné comme « espèce vulnérable » depuis 2005, en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables. Le gouvernement est tenu légalement de mettre en place des mesures de protection. En repoussant l'adoption de sa stratégie pour les caribous forestiers et montagnards à 2024, le message que le gouvernement envoie est clair : la protection du caribou n'est pas une priorité à court terme. Pendant ce temps, on ouvre aux compagnies forestières des territoires qui étaient pourtant protégés.

À Val-d'Or, il ne reste plus que 7 caribous alors qu'on en comptait une cinquantaine à la fin des années 70. Dans Charlevoix, c'est à peine 20. Ils étaient plus de 120 il y a 30 ans. En Gaspésie, c'est moins de 30 caribous montagnards qu'on comptabilise. Ils étaient près de 200 il y a 10 ans. Les experts évaluent qu'une population a très peu de chances de survivre à moyen ou à long terme lorsqu'il y a plus de 35 % de perturbations dans son habitat. Aujourd'hui, on est entre 60 % et 85 % de perturbations.

Ça fait des dizaines d'années qu'on consulte les communautés et les experts sur la question et le consensus est clair : on doit protéger les caribous forestiers et montagnards ainsi que les joyaux de notre patrimoine naturel.

Ma question au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est la suivante :

Est-ce qu'il va déposer sa stratégie pour la protection des caribous forestiers et montagnards au plus tard ce printemps, tel qu'il l'avait promis ?

65) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **15 février 2022**
Au ministre des Finances

Certaines législations à travers le monde - notamment celle de la France - ont adopté un cadre légal permettant à une personne ayant guéri d'une maladie de ne pas mentionner celle-ci aux compagnies d'assurance au-delà d'un certain délai établi par la loi. Ainsi, au lieu de condamner les personnes ayant vaincu un cancer à des difficultés d'assurabilité pour leur vie entière, on leur offre le « droit à l'oubli », celui de ne pas déclarer à une compagnie d'assurance cette condition dont ils furent atteints, mais dont ils sont guéris.

En effet, les personnes ayant reçu des traitements contre le cancer et ensuite traversé une phase de rémission sont considérées comme guéries par la médecine, mais continuent pourtant de subir une discrimination face aux compagnies d'assurance. L'État québécois pourrait donc intervenir pour pallier cette faille en se dotant d'un cadre législatif approprié.

En 2017, un projet de loi avait été présenté en ce sens, puis un amendement au projet de loi n° 141, en 2018. Aucune avancée n'avait cependant été réalisée.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre des Finances sont les suivantes :

- Pourquoi le gouvernement du Québec n'est-il jamais allé de l'avant en ce qui a trait au « droit à l'oubli »?
- Le ministre prévoit-il encadrer davantage les pratiques des compagnies d'assurance au Québec afin d'éliminer toute forme de préjudice à l'endroit des personnes considérées comme guéries par la science, mais pas par les assurances?

66) Mme Labrie (Sherbrooke) – **15 février 2022**

Au ministre de l'Éducation

Les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois. Dans le ministère, 203 organismes reçoivent du financement du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), et 14 organismes sont en attente de financement. Ces organismes travaillent à la lutte au décrochage, en formation continue, en alphabétisation et/ou sont des écoles de la rue. Leur travail est essentiel, et il est grandement temps que cela soit justement reconnu.

En 2019, le gouvernement a entamé des démarches afin d'élaborer un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, dans l'objectif d'assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Des consultations ont eu lieu, mais le plan directeur et les fonds pour l'opérationnaliser sont toujours attendus.

Eu égard à ce qui précède, le ministre de l'Éducation peut-il nous dire :

1. Quand les 14 organismes qui ne sont toujours pas soutenus par le programme PACTE le seront-ils?
2. Le prochain budget permettra-t-il de soutenir de manière pérenne la mission des organismes financés par le PACTE?

67) M. LeBel (Rimouski) – **15 février 2022**
Au gouvernement

Au pire de la pandémie, le gouvernement l'a échappée complètement quant à la gestion de la contagion dans les CHSLD et dans les résidences privées pour aînés. Cela a d'ailleurs été confirmé par les rapports de la protectrice du citoyen, Marie Rinfret, et de la Commissaire à la santé et au bien-être, Joanne Castonguay, et les commentaires de la coroner Géhane Kamel.

En effet, il y a eu multiplication des directives uniformes à ces résidences, pourtant différentes. L'incapacité de bien expliquer ces directives qui changeaient tous les jours entraîne encore aujourd'hui de l'incompréhension, qui rend les gestionnaires de ces ressources très prudents quant aux mesures à prendre. Souvent, cette prudence brime la liberté et la qualité de vie des aînés.

La semaine dernière, des résidences privées pour aînés (RPA) ont effectivement dénoncé les mesures sanitaires trop strictes. La « rigidité » des CISSS et CIUSSS envers les personnes âgées provoque des effets néfastes sur les résidents triplement vaccinés. Un article de *La Presse* précise que « deux gestionnaires, qui ont demandé l'anonymat par peur de représailles, nous ont aussi confié avoir été menacés de perdre leur certification après avoir demandé des aménagements à leur établissement. »

Malgré le déconfinement général et l'allègement des mesures, les personnes âgées sont malheureusement encore prisonnières de mesures extrêmes. Ces personnes viennent de vivre deux années isolées et elles en sont à leurs dernières années de vie, alors redonnons-leur le droit de vivre pleinement.

On entend souvent le gouvernement répéter qu'il faut faire l'équilibre entre les mesures souhaitables et leurs impacts sur la population. Je pense qu'ici, il faut faire l'équilibre entre les mesures imposées et la grande tristesse, la solitude et la piètre qualité de vie de nombreux aînés.

Ma question est la suivante :

Je sais que le gouvernement est conscient du fait que ce n'est pas facile, mais peut-il convenir avec les différentes RPA et les CHSLD des allègements adaptés à leurs réalités et à celles des personnes âgées, comme c'est le cas pour l'ensemble de la population?

68) M. LeBel (Rimouski) – **17 février 2022**
Au gouvernement

La pénurie de vétérinaires dans l'Est-du-Québec, particulièrement dans ma circonscription de Rimouski, sévit depuis de nombreuses années.

Si votre animal de compagnie souffre, vous devrez attendre et espérer trouver rapidement une place pour le soulager, ce qui est bien triste. Cependant, si vous êtes un producteur agricole, cette attente a un prix, souvent bien élevé : perte de temps, de production et parfois même perte d'un animal important pour le rendement de votre ferme. D'ailleurs, un article de *La Presse* rapporte cette semaine le témoignage de producteurs qui ont dû abattre des bêtes en raison du délai pour obtenir le secours d'un vétérinaire.

On ne peut donc accepter que mes concitoyens, qui alimentent le garde-manger du Québec et qui en font leur propre gagne-pain, subissent de tels dommages. Pourtant, la solution existe, elle a même été présentée au gouvernement qui, contre toute logique, tergiverse à la mettre en œuvre.

Je fais ici allusion à la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal qui, avec la collaboration de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), a déposé un projet en décembre 2020, il y a plus d'un an déjà, afin d'ouvrir un deuxième lieu de formation de vétérinaires à Rimouski. Il faut rappeler qu'au Québec, les aspirants à cette profession ne peuvent suivre ce programme universitaire qu'à Saint-Hyacinthe.

Le projet commun des deux universités ne compte que des avantages. D'abord, il accroîtrait la capacité de formation de vétérinaires de 96 par an actuellement à près de 130. En contexte de pénurie, ces renforts me sembleraient les bienvenus. Qui plus est, le fait que ces professionnels puissent suivre leur cours à Rimouski contribuerait à coup sûr à retenir chez nous les aspirants vétérinaires ou à les y attirer, atténuant du même coup le grand manque de vétérinaires chez nous.

Voici ma question :

Compte tenu du fait que dès l'annonce confirmée, il faudra patienter au moins sept années pour voir les effets se faire sentir, le gouvernement s'engage-t-il à donner immédiatement son aval au projet de campus de médecine vétérinaire déposé par l'Université de Montréal et l'UQAR?

- 69) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **17 février 2022**
Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre sur le financement des groupes communautaires sous la responsabilité de son ministère.

Les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois. Dans le ministère, c'est 3000 organismes qui travaillent dans le domaine de la santé et des services sociaux. Malheureusement, les montants accordés par le gouvernement dans les dernières années n'ont pas permis d'améliorer la situation de l'ensemble de ces groupes, mais plutôt de relever le financement de certains organismes moins financés. En effet, les rehaussements de 2019, 2020 et 2021 n'ayant représenté qu'entre 2 et 5 % de hausse de l'enveloppe du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), cela ne pouvait permettre une avancée significative. Cela s'est produit en sus du fait que l'indexation du financement des organismes est calculée en fonction de l'Indice des prix à la consommation. Cela crée une pression supplémentaire sur les groupes puisque ceux-ci n'étant pas des ménages, la hausse de leurs coûts de fonctionnement est plus significative que celle des ménages.

Le travail des groupes communautaires en santé et services sociaux est essentiel au maintien de la mission du ministre et il est grandement temps que cela soit justement reconnu. Depuis plusieurs années, ceux-ci militent pour que l'ampleur des besoins financiers des 4 000 organismes d'action communautaire autonome du Québec soit reconnue et qu'on prenne acte des impacts néfastes du sous-financement qui les affligent. Ces impacts sont importants tant pour la population rejointe par ces organismes que pour les conditions de travail difficiles des travailleuses et travailleurs de ceux-ci. En 2019, le gouvernement, sous la direction de son ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a entamé des démarches en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Ces consultations ont eu lieu et nous attendons toujours ce plan directeur assorti de fonds pour l'opérationnaliser correctement.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux sont les suivantes :

1. Est-ce que le ministre compte s'assurer que le gouvernement tienne son engagement de déposer un plan d'action gouvernemental en action communautaire et que celui-ci soit assorti d'investissements substantiels pour soutenir de façon pérenne la mission des organismes appuyés au PSOC?
2. Est-ce que le ministre compte s'assurer que cette bonification du financement du PSOC soit incluse au prochain budget?

70) M. LeBel (Rimouski) – **23 février 2022**

Au gouvernement

« Les cégeps et les universités francophones situées en région québécoise sont les plus grandes victimes collatérales des hauts taux de refus des étudiants étrangers par Immigration Canada », selon une analyse des plus récentes données compilées par *Le Devoir*.

L'existence d'un système de rejet massif des étudiants d'Afrique francophone par le Canada devient de plus en plus avérée. Le milieu de l'éducation au Québec en dénonce l'effet sur une clientèle qui est essentielle pour lui et qui est tellement la bienvenue en région.

Nous apprenons que les taux de rejet des demandes de visa d'études formulées par des étudiants étrangers se destinant à l'une ou l'autre des composantes de l'Université du Québec (UQ) en région ont souvent franchi la barre des 60 % et même des 80 %. Dans les universités anglophones, les taux de refus sont bien moindres.

Selon *Le Devoir*, « le bilan de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) est éloquent. L'an dernier, 79 % des 9000 étudiants ayant déposé une demande de permis d'études ont reçu une réponse négative d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). En 2020 et en 2019, les taux de refus ont été, respectivement, de 88 % et 78 %. »

Les étudiants provenant d'Afrique francophone essuient en effet les plus hauts taux de refus pour un permis d'études, qui vont jusqu'à 90 %. L'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui admet beaucoup d'étudiants d'Afrique francophone, a vu plus de 70 % de ses 2000 étudiants étrangers se faire refuser le visa.

Au collégial, les taux de refus de permis d'études seraient également plus élevés pour les établissements situés en région. Beaucoup d'universités et de cégeps en région vivent et innovent en développant leurs offres de formation grâce notamment à l'apport des étudiants étrangers. Le recrutement international est d'ailleurs plus actif dans des programmes des domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre.

Que nos universités et nos cégeps soient les grandes victimes collatérales des hauts taux de refus des étudiants étrangers par Immigration Canada, c'est inacceptable tant pour ces étudiants qui voient leur rêve se briser que pour nos régions, qui attendent avec beaucoup d'ouverture cette nouvelle richesse culturelle et bien sûr cette main-d'œuvre dont nous avons tant besoin.

Voici mes questions :

Le gouvernement est-il intervenu auprès d'Ottawa pour exprimer les craintes de nos réseaux universitaires et collégiaux et sinon, compte-t-il le faire?

Comment entend-il appuyer ces réseaux et faire en sorte que les régions puissent accueillir ces étudiants francophones internationaux qui désirent poursuivre leurs études chez nous et pourquoi pas, s'y établir?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement – *député de Laurier-Dorion*
- bb)** Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire – *députée de Mercier*